Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’armée et l’administration Trump préparent des plans de répression nationale alors que le virus se propage aux États-Unis

Le ministre de la Justice demande la suspension de l'habeas corpus

Par Eric London
Mondialisation.ca, 25 mars 2020
wsws.org 24 mars 2020

Région : États-Unis
Thème: Droits humains et État policier, Loi et Justice
Analyses: COVID-19

Selon un reportage de *Politico* publié samedi, l’administration Trump, par l’intermédiaire du ministre de la Justice William Barr, presse le Congrès d’adopter une loi qui permettrait la suspension des procédures régulières pendant la crise du coronavirus.

La proposition de l’administration prévoit la suspension de l’habeas corpus, le principe démocratique vieux de plusieurs siècles qui protège le droit d’une personne arrêtée à exiger du gouvernement qu’il prouve la légalité de l’arrestation lors d’une audience devant un juge.

Des documents du ministère de la Justice demandent que le ministre de la Justice ait le pouvoir de passer outre les protections constitutionnelles dans les procédures devant les tribunaux fédéraux «lorsque le tribunal de district est totalement ou partiellement fermé en raison d’une catastrophe nationale, d’une désobéissance civile ou de toute autre situation d’urgence». Cela s’appliquerait à «toute loi ou règle de procédure affectant autrement les procédures avant, pendant et après l’arrestation, le procès et l’après-procès dans les procédures pénales et les procédures pour mineurs, ainsi que toutes les procédures civiles».

Le président Donald Trump et le ministre de la Justice William Barr, le lundi 23 mars 2020, à Washington. (AP Photo/Alex Brandon)

La proposition souligne le caractère criminel de la réaction de la classe dirigeante face à la dangereuse propagation du virus.

D'une part, l'administration Trump a réagi à l'impact dévastateur de la crise par une politique de négligence malveillante, ignorant les avertissements, refusant de fournir des tests adéquats et ne produisant et ne distribuant pas les masques et autres équipements médicaux nécessaires pour sauver des millions de vies. Même après avoir déclaré une «urgence nationale», la classe dirigeante a mis très peu d'argent à disposition pour la prévention et l'atténuation de la maladie et pour protéger la classe ouvrière contre les retombées économiques de la maladie et du chômage de masse.

D'autre part, la classe dirigeante a mis des billions à la disposition des banques et des entreprises et a baissé les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro pour soutenir le marché boursier. Maintenant, alors que l'administration est confrontée à une colère croissante face à sa réaction et à une vague de débrayage des travailleurs des industries clés, elle se prépare à défendre la richesse des riches par des formes de gouvernement dictatoriales.

Politico a cité l'avocat des droits civils Norman L. Reimer, qui a déclaré que conformément à la proposition du ministère de la Justice, «vous pourriez être arrêté et ne jamais être présenté à un juge jusqu'à ce qu'il décide que l'urgence ou la désobéissance civile est terminée». Il a poursuivi: «Je trouve cela absolument terrifiant … C'est quelque chose qui ne devrait pas se produire dans une démocratie».

Le reportage de *Politico* affirme que les demandes du ministère de la Justice «ont peu de chances de passer par une Chambre démocrate». Si l'on considère toutefois que le Parti démocrate avance actuellement des mesures antidémocratiques similaires, telles que la loi EARN IT, un projet de loi bipartite qui abolirait le cryptage de bout en bout. Les démocrates sont d'ailleurs les plus agressifs à s'attaquer à la liberté d'expression et à appeler à la censure d'Internet.

La demande de pouvoirs exécutifs extraordinaires du ministère de la Justice intervient alors que deux reportages de *Newsweek,* rédigés par William Arkin, détaillent la manière dont l'armée américaine se prépare à prendre potentiellement le contrôle de la gestion quotidienne du pays et à déployer des troupes sur le sol américain.

Le premier article de *Newsweek*, publié le 18 mars, note que «des plans d'urgence ultra-secrets existent déjà pour ce que les militaires sont censés faire si tous les successeurs constitutionnels sont frappés d'incapacité» par le virus, c'est-à-dire si Trump et tous ceux de la ligne de succession présidentielle tombent malades ou sont mis en quarantaine. «En prévision, des ordres ont été donnés il y a plus de trois semaines pour préparer ces plans, non seulement pour protéger Washington, mais aussi pour se préparer à l'éventualité d'une forme de loi martiale», poursuit le reportage.

Il ajoute: «Selon de nouveaux documents et des experts militaires, les différents plans – baptisés Octagon, Freejack et Zodiac – sont des lois secrètes visant à assurer la continuité du gouvernement. Elles sont si secrètes que dans le cadre de ces plans extraordinaires, la "dévolution" pourrait contourner les dispositions constitutionnelles normales pour la succession du gouvernement, et les commandants militaires pourraient être placés sous contrôle dans toute l'Amérique».

Newsweek rapporte également que si l'armée intervient pour contourner la Constitution, le commandant du Commandement du Nord des États-Unis (NORTHCOM), le général Terrence O'Shaughnessy, «serait en théorie responsable si Washington était foudroyé» par le virus.

Le deuxième reportage de *Newsweek*, publié le 20 mars, indique que l'armée américaine «prépare les forces armées à assumer un rôle plus important dans la lutte contre les coronavirus, y compris la mission controversée de réprimer les « troubles civils »».

Les plans se concentrent sur la fédéralisation des gardes nationales des États, annulant de fait le principe du *posse comitatus*, qui interdit à l'armée de mener des opérations de maintien de l'ordre au niveau national.

Newsweek cite «un planificateur militaire de haut niveau travaillant sur le coronavirus, mais non autorisé à s'exprimer sur des questions de planification sensibles», qui dit que «le déploiement de troupes fédérales dans des rôles de soutien est en cours de préparation», notamment pour effectuer des contrôles routiers, des perquisitions et des saisies à domicile et des arrestations.

On peut lire ensuite: «Une fois que les forces militaires seront dispersées hors des bases américaines, dit le planificateur principal, elles devront faire face à la « protection de la force » et seront poussées dans des rôles difficiles de maintien de l'ordre général, en particulier lorsque les abris sur place et autres situations de quarantaine s'intensifieront.»

Aussi nécessaires que soient les quarantaines et autres mesures de protection du point de vue de la santé publique, la réponse de l'armée consiste essentiellement à se préparer à supprimer les droits démocratiques et à réprimer l'opposition sociale.

Newsweek fait référence à un plan militaire interne pour les «opérations de troubles civils» appelé CONPLAN 3502. Ce plan concerne les déploiements militaires internes en réponse à «des émeutes, des actes de violence, des insurrections, des obstructions ou des rassemblements illégaux, des actes de violence collective et des désordres préjudiciables à l'ordre public», selon une étude militaire qui cite comme précédent historique l'utilisation de l'armée pour écraser les grèves et les manifestations ouvrières.

Selon un document du département de la Sécurité intérieure de 2006, non cité dans l'article de *Newsweek*, intitulé «Stratégie nationale pour une pandémie de grippe», le gouvernement a fait des préparatifs spécifiques pour la possibilité de manifestations pendant une pandémie.

«En raison des pressions exercées sur le système de soins de santé et d'autres fonctions essentielles, des troubles civils et des pannes d'ordre public peuvent survenir», peut-on lire dans le document de l'ère Bush. Le document sur la sécurité en cas de pandémie fait également référence au CONPLAN 3502 et précise «Les tâches accomplies par les forces militaires peuvent inclure des patrouilles conjointes avec les agents des forces de l'ordre, la sécurisation des bâtiments clés, des monuments commémoratifs, des intersections et des ponts, ainsi que la mise en place d'une force de réaction rapide».

Le 1er février, le secrétaire à la Défense Mark Esper a signé un ensemble secret d'ordres d'alerte (WARNORD) mettant en alerte le NORTHCOM et les unités déployées sur la côte est, afin qu'ils se «préparent à se déployer», y compris dans la «région de la capitale nationale».

Newsweek rapporte que «maintenant, les planificateurs envisagent une réponse militaire à

la violence urbaine alors que les gens cherchent à se protéger et se battent pour la nourriture et, selon un officier supérieur, dans l'éventualité de l'évacuation complète de Washington».

L'administration Trump a invoqué le Stafford Act et le Defense Production Act, mais a jusqu'à présent refusé d'exercer les dispositions par lesquelles le gouvernement peut forcer les entreprises à produire en masse les équipements nécessaires pour faire face à la crise.

Dans un article paru lundi dans le *New York Times,* le médecin du Massachusetts Daniel M. Horn a écrit que «sans une action rapide, certaines parties des États-Unis vont manquer de ventilateurs dans les semaines à venir», alors que les cas de COVID-19 montent en flèche. Horn a averti qu'«il ne semble pas y avoir de plan ferme autre que la reconversion des ventilateurs des centres de chirurgie». Il a ajouté: «Comment pouvons-nous mettre sur pied une opération logistique agile qui puisse déployer rapidement ces machines dès qu'une pénurie semble imminente? La vérité est que: nous n'en avons aucune idée.»

Au lieu de répondre au besoin urgent de production en masse d'équipements médicaux et d'équipements de protection pour les travailleurs de la santé, la classe dirigeante répond à la crise en injectant de l'argent sur les marchés boursiers et en se préparant à réprimer l'opposition sociale. C'est la réponse d'un ordre social capitaliste qui pose un risque immense pour le sort de dizaines de millions de personnes.

Eric London

Article paru en anglais, WSWS, le 24 mars 2020

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Eric London, wsws.org, 2020

Articles Par : Eric London

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca